BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

E3 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE

SESSION 2018

Durée : 3 heures

Coefficient : 2

Matériel autorisé :

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé.

Tout autre document est interdit

Le sujet comporte deux parties indépendantes :

Dans la première partie, vous exploiterez et analyserez une documentation juridique.

Dans la deuxième partie, vous justifierez ou proposerez des réponses à une problématique économique.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Le sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

Liste des annexes

Annexe 1 : La justice donne le droit à un employeur de lire les SMS sur les téléphones professionnels.

Annexe 2 : Droits et obligations en matière de géolocalisation des employés par un dispositif de suivi GSM/GPS.

Annexe 3 : L'employeur peut-il géolocaliser un salarié ?

Annexe 4 : Communiqué de presse à l'OMC.

Annexe 5 : La démondialisation a commencé.

Annexe 6 : Au secours, revoilà le protectionnisme.

PREMIÈRE PARTIE : Exploitation et analyse d'une documentation (12 points)

Vous êtes Camille Sobral, responsable commercial ou responsable commerciale d'un fabricant de machines-outils pour le formage et l'enlèvement de matière, l'entreprise Cuenca.

Votre clientèle est très diversifiée et vous évoluez sur un marché national.

Vous dotez vos équipes commerciales des outils informatiques et électroniques les plus performants. Or de récents conflits avec certains de vos commerciaux vous amènent à vous interroger sur l'utilisation de ces outils, dans un contexte légal et réglementaire, et conforme aux libertés individuelles des salariés.

En vous aidant des annexes 1 à 3, ainsi que de vos connaissances, vous répondrez aux questions suivantes :

1. Analysez le litige opposant les deux sociétés dont il est question dans l'annexe 1. Pour cela :

- a) Désignez et qualifiez les parties au procès.
- b) Présentez l'action juridique sur laquelle la société Newedge fonde sa demande.
- c) Formulez le problème juridique soumis à la Cour de cassation.
- d) Exposez la solution retenue par la Cour de cassation dans sa décision du 10 février 2015.

2. Rappelez le rôle de la CNIL.

3. Précisez ses attributions en matière de réglementation de la géolocalisation des salariés.

4. Vous souhaitez mettre en place, sur les véhicules de fonction de vos équipes commerciales, un système de géolocalisation. À quelles conditions sa mise en place par l'employeur est-elle envisageable ?

DEUXIÈME PARTIE : Argumentation structurée (8 points)
--

Le commerce international, fondé sur le libre-échange, a connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un essor sans précédent qui a bouleversé l'économie mondiale. Pourtant un phénomène de démondialisation est amorcé et on assiste à un retour de mesures protectionnistes.

A l'aide des annexes 4, 5 et 6 et de vos connaissances, vous traiterez dans une réponse argumentée et structurée le sujet suivant :

Après avoir repéré les évolutions récentes des échanges internationaux, vous en montrerez les causes et les conséquences.

Annexe 1 : La justice donne le droit à un employeur de lire les SMS sur les téléphones professionnels

Les textos reçus ou envoyés sur un téléphone professionnel peuvent désormais être consultés par un employeur, et ce, sans l'accord ni la présence du salarié à qui était attribué le dit téléphone. C'est ce qu'a statué la chambre commerciale dans un arrêt du 10 février 2015.

La plus haute instance judiciaire était saisie du litige opposant deux sociétés de courtage, dont l'une (Société Newedge) soupçonnait l'autre (Société GFI) de débauchages répétés de ses employés. Elle a donc effectué des recherches dans les textos émis et reçus par les BlackBerry de ses employés - automatiquement archivés, ce dont les salariés étaient prévenus -, et y a découvert la preuve de démarches concertées.

La société a alors engagé une action en concurrence déloyale contre l'autre entreprise, qui contestait la présentation de ces textos comme preuves.

ÉCRIRE « PERSONNEL » AU DÉBUT DU TEXTO

Mais, dans son arrêt du 10 février, la Cour de cassation a confirmé que les SMS sur un téléphone fourni par l'employeur étaient « *présumés avoir un caractère professionnel* » et étaient donc consultables par l'employeur hors présence du salarié.

Le salarié peut toutefois inscrire des termes comme « *personnel* », « *perso* », ou « *privé* » au début de son message pour spécifier qu'il n'écrit pas un SMS professionnel. Dans ce cas, le texto ne peut être lu par l'employeur.

Cette décision rejoint la jurisprudence déjà existante concernant notamment les fichiers informatiques et les courriels, présumés professionnels sauf indication contraire explicite, dès lors qu'ils sont sur du matériel appartenant à l'employeur.

Source : *Le Monde.fr*,
le 20 février 2015.

Annexe 2 : Droits et obligations en matière de géolocalisation des employés par un dispositif de suivi GSM/GPS

La principale donnée collectée par les systèmes de géolocalisation est relative au positionnement du véhicule : la position d'un véhicule à un instant « t » est affichée sur une carte. Elle peut être associée à d'autres informations telles que l'itinéraire utilisé par le conducteur, les temps d'arrêt, la vitesse moyenne... Dans la mesure où ces données sont relatives à un employé identifié (on sait quel employé conduit tel véhicule), le système de géolocalisation GSM/GPS constitue un « traitement de données à caractère personnel ». Par conséquent, un employeur qui souhaiterait utiliser un dispositif de géolocalisation doit effectuer une déclaration à la CNIL, qui vérifiera que les principes relatifs à la protection de données à caractère personnel sont bien respectés. [...]

Par ailleurs, une distinction doit être opérée entre les véhicules de fonction et les véhicules de société. La CNIL analyse en effet les dispositifs de façon différente : le véhicule de société ne peut en principe être utilisé par un employé en dehors de ses heures de travail à la différence du véhicule de fonction, qui constitue un avantage en nature. La CNIL recommande dès lors que les dispositifs de géolocalisation installés sur les véhicules de fonction disposent d'un système d'interrupteur permettant aux employés de les désactiver et ainsi de préserver leur vie privée. Un procédé identique peut d'ailleurs également être envisagé pour les véhicules de société qui serviraient à des fins privées, par exemple lorsque l'employeur tolère que ses employés utilisent leur véhicule pour rentrer à leur domicile une fois leurs horaires de travail effectués.

Source : *CNIL* : Guide de la géolocalisation des salariés.

BTS Technico-Commercial		Session 2018
Environnement Économique et Juridique	18 NC - TCE3EJ	Page 4 / 8

Annexe 3 : L'employeur peut-il géolocaliser un salarié ?

En vingt ans, une « chrono-localisation » très personnalisée, gratuite et permanente a succédé à une géolocalisation ponctuelle et onéreuse : la balise GPS installée sur un véhicule. Car avec un banal téléphone mobile professionnel, elle est aujourd'hui automatique, très précise, et surtout ces « portables » ne nous quittent jamais : comme le montre la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) dans sa très troublante étude de décembre 2014 (www.cnil.fr), nous avons tous « *un GPS dans notre poche* ». Cette faculté de filature électronique pose donc de graves questions de respect de la vie privée(1).

Mais comme toute technologie, la géolocalisation n'est pas bonne ou mauvaise en soi. Elle vise moins à pister un collaborateur qu'à optimiser les tournées d'un commercial, ou rendre plus rapides les interventions d'un service d'urgence ; et s'agissant par exemple d'itinérants, le suivi patronal ne peut s'arrêter aux portes de l'entreprise. [...]

Consultation préalable du CHSCT

Comme tout instrument de contrôle, la géolocalisation doit faire l'objet d'une consultation préalable du CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) puis du comité d'entreprise, et être déclarée à la CNIL. La raison officielle de la géolocalisation lie ensuite l'employeur : s'il n'a évoqué que l'optimisation des trajets, il lui sera impossible d'en faire une utilisation disciplinaire (Cassation, 3 novembre 2011). Enfin, le collaborateur visé sera prévenu individuellement et pourra avoir accès à ses données (pas son conjoint...).

Sur le fond, une géolocalisation n'est licite que si elle est « *justifiée par la nature de la tâche à accomplir et proportionnée au but recherché(2)* » (L. 1121-1) : un chrono-traçage permanent et en temps réel est donc très rarement licite (transport de fonds). S'agissant du contrôle de la durée du travail, « *la géolocalisation n'est licite que lorsque ce contrôle ne peut pas être fait par un autre moyen* » ; et elle « *n'est pas justifiée lorsque le salarié dispose d'une liberté dans l'organisation de son travail* » (Cassation, 17 décembre 2014). [...]

Juges et CNIL veillent enfin à ce que le salarié qui n'est plus au travail puisse suspendre toute géolocalisation. [...]

Jean-Emmanuel Ray, Professeur à l'école de droit de Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

Source : *Le Monde.fr*,
le 19 janvier 2015.

- 1) **Article 9 du Code civil** : Chacun a droit au respect de sa vie privée. [...]
- 2) **Article L1121-1 du Code du travail** : Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché.

Annexe 4 : Communiqué de presse de l'OMC

Une reprise du commerce est attendue en 2017 et 2018, dans un contexte d'incertitude des politiques.

Selon les économistes de l'OMC, la croissance du commerce mondial des marchandises en volume devrait reprendre cette année, après les résultats mitigés de 2016, mais seulement si l'économie mondiale se redresse, comme cela est attendu, et si les gouvernements appliquent la bonne combinaison de mesures.

L'OMC prévoit que le commerce mondial augmentera de 2,4% en 2017; mais en raison de la grande incertitude au sujet de l'évolution économique et politique à court terme qui rend la prévision plus risquée, ce chiffre est placé dans une fourchette allant de 1,8% à 3,6%. En 2018, l'OMC prévoit que la croissance du commerce sera comprise entre 2,1% et 4%.

Source : OMC, communiqué de presse,
le 12 avril 2017.

Annexe 5 : La démondialisation a commencé

Depuis la crise financière, les échanges mondiaux ne cessent de décevoir. Ils progressent maintenant moins vite que l'activité. Une rupture profonde qui vient à la fois de la Chine et de la stratégie des grandes entreprises.

[...] Avant la crise financière de 2008, les exportations mondiales progressaient deux fois plus vite que la production. Souvenez-vous, le globe devenait un village... Mais ce rapetissement de la planète, amorcé après la Seconde Guerre mondiale et accéléré à partir des années 1980, est désormais révolu. Depuis cinq ans, le volume des exportations mondiales avance au même rythme que l'activité. Ces derniers temps, il a même été moins vite, contrairement à ce que prédisent avec constance les experts de l'Organisation mondiale du commerce. Le retournement commence à faire des dégâts. Pour la première fois depuis trente ans, un géant du fret maritime a fait faillite - le chinois Hanjin. C'est un signe de plus d'une rupture majeure. La démondialisation a commencé. Pourquoi ?

[...] À vrai dire, inutile de creuser beaucoup : l'inversion de la courbe de la mondialisation s'explique d'abord par le renversement en cours dans le plus grand pays du monde. Avec sa croissance échevelée depuis les années 1980, la Chine avait joué un rôle central dans l'intensification du trafic mondial. À la fois du côté de l'offre, en devenant « l'usine du monde » avec des centaines de millions de salariés payés une misère, et du côté de la demande, en achetant massivement les matières premières pour alimenter ses usines et ses chantiers. Mais l'ex-empire du Milieu a entamé son grand virage depuis une décennie. Il veut compter sur sa demande intérieure et non plus sur l'export, qui a tiré ses « Trente Glorieuses ». Il bascule aussi des activités agricoles et industrielles vers les services, moins gourmands en importations. Il achète enfin moins d'équipements pour ses usines. Au fond, ce qu'on a appelé « mondialisation » ces deux dernières décennies était surtout le fruit de l'émergence brutale du pays le plus peuplé au monde sur la scène économique mondiale. [...] Depuis les années 1990, les géants mondiaux ont réorganisé leurs activités en fabriquant chaque composant de leurs produits là où c'est le moins cher. Mettant à profit non seulement l'émergence de nouveaux producteurs en Chine et dans les pays à l'est de l'Europe, mais aussi les nouvelles facilités offertes par Internet et donc le transfert de masses énormes d'informations instantanément et quasi gratuitement.

Cet éclatement, qui a provoqué une explosion des échanges intra-industriels, s'épuise lui aussi. D'abord parce que les salaires se sont rapprochés. Même entre la Chine et les États-Unis ! Ensuite, les pays sont de plus en plus exigeants sur le contenu local de leurs achats - Alstom l'a expérimenté pour ses ventes de trains, y compris aux États-Unis. Les entreprises ont aussi découvert que les chaînes étirées sont fragiles. Un seul fabricant qui s'arrête quelque part pour cause d'incendie, de grève ou de tremblement de terre et c'est parfois des dizaines d'usines qu'il faut stopper un peu partout dans le monde. Enfin, les technologies de l'information déployées dans l'industrie vont de plus en plus rentabiliser des séries plus petites et plus proches des lieux de vente [...].

Jean-Marc Vittori -16 septembre 2016.

Source : www.lesechos.fr.

Droits de douane, préférence nationale... La tentation de l'intervention de l'État pèse de plus en plus dans les discours politiques. Un mauvais coup porté à l'économie ?

« *Restreindre le commerce est clairement un exemple de mauvaise pratique économique* ». Avant l'assemblée annuelle du Fonds Monétaire international (FMI), qui s'est tenue du 7 au 9 octobre à Washington, sa directrice générale Christine Lagarde a tiré la sonnette d'alarme au sujet des menaces protectionnistes qui réapparaissent sous toutes les latitudes. Relèvement des tarifs douaniers si Donald Trump était élu à la Maison Blanche, appel de François Hollande et du Ministre allemand de l'économie Sigmar Gabriel à suspendre les négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), perspective d'un Brexit « dur » au Royaume-Uni, retour en force du patriotisme économique et de l'interventionnisme d'État à Paris... « *Il ne faudrait pas grand-chose pour que le monde parte dans une guerre commerciale semblable à celle des années 1930* », avertit Christopher Dembik, responsable mondial de la recherche économique à Saxo Bank.

« **Microprotections en série** »

L'hypothèse commence à faire très peur, même si, pour le moment, nous ne vivons qu'une version light du retour au protectionnisme. Selon une étude de l'Institut Peterson pour l'économie internationale, le PIIÉ, « *la crise financière de 2008 a déclenché des microprotections en série* » qui sont directement à l'origine du tassement actuel du commerce mondial. Ces mesures – par exemple, l'obligation d'intégrer une production locale pour un appel d'offre – « *peuvent être individuellement de peu d'importance, mais, prises collectivement, elles s'avèrent toxiques pour le commerce mondial* ». (...)

Pauline Damour, JP de La Rocque, Anne-Marie Rocco.

Source : *Challenges*,
le 13 octobre 2016.